

Article

« Avant-propos »

Pierre Coulomb et Hélène Delorme

Études internationales, vol. 12, n° 1, 1981, p. 3-4.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701153ar>

DOI: 10.7202/701153ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

AVANT-PROPOS

Ce numéro spécial est consacré à l'analyse des politiques agricoles dans les pays de l'OCDE depuis le début de l'actuelle décennie. La crise qui marque la période en cours, en même temps qu'elle traduit la réorganisation du système de production/consommation agro-alimentaire prévalant dans le monde, a relancé les débats sur la nature, le fonctionnement et le principe de cohérence de ce système. De ces débats un point peut être considéré comme acquis. Les États restent les seuls pôles politiques du système alimentaire mondial, comme du système mondial global, et ceci aux deux sens que donnent à ce mot les spécialistes des relations internationales. Au sens de société, les États sont les seuls espaces où se forment les idées, se déchaînent les conflits et se nouent les alliances entre les divers groupes sociaux qui participent à la production/consommation alimentaire. Au sens d'appareil, les États sont les seules institutions qui peuvent légitimement déterminer les normes communes régissant les relations entre les agents de ce système et réguler la répartition des ressources entre eux.

Le caractère d'enjeu national de l'agriculture nous a conduit à penser que l'analyse du système alimentaire mondial devait être centrée sur les politiques nationales et non plus sur les échanges agricoles internationaux. La place qu'un État occupe dans le système alimentaire mondial, l'idée qu'il s'en fait, les pratiques qu'il y conduit ne prennent leur sens que par rapport aux équilibres internes que sa politique commerciale, dans le cadre de sa politique agricole, économique et de sa diplomatie, cherche à maintenir ou à modifier. Cette approche n'empêche pas que l'on tienne le plus grand compte des échanges internationaux. Ceux-ci conservent un caractère marginal par rapport à la production-consommation alimentaire qui s'effectue toujours pour l'essentiel à l'intérieur des frontières étatiques. Mais ces échanges, quoique marginaux, n'en garantissent pas moins l'essentiel, c'est-à-dire la reproduction des systèmes alimentaires nationaux, et en retour du système alimentaire mondial.

Sur ce projet, un certain nombre de spécialistes des pays riverains des deux océans que l'OCDE associe désormais ont su se rencontrer. Si l'on veut bien que les plus éloignés - par rapport à Paris soient les premiers, seront mentionnées d'abord les contributions de Brian EASTON (University of Canterbury, Christchurch) sur la Nouvelle-Zélande et de William R. STENT (La Trobe University, Victoria) sur l'Australie. Augustin BERQUE (École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris) actuellement à Paris, n'a pas eu à revenir de son terrain pour assurer l'analyse de la politique agricole japonaise, mais, comme le montre son article, ceci ne veut pas dire qu'il n'en a pas gardé une connaissance intime.

Pour l'Amérique du nord, Michael PERELMAN (California State University, Chico) développe un point de vue original que complète - plus qu'il ne le conteste ? - Jean-Pierre BERLAN (Institut national de recherche agronomique, Aix en Provence) tandis que Philip EHRENSAFT (Université du Québec à Montréal, Département de sociologie) prend en charge l'analyse du Canada.

L'Europe fait l'objet de quatre contributions - seulement - respectivement rédigées par Víctor PÉREZ DÍAZ (Facultad de Ciencias política y sociología, Universidad de Madrid) pour l'Espagne, John S. MARSH (Department of Agriculture, University of Aberdeen) pour le Royaume-Uni, Pierre COULOMB (Institut national de recherche agronomique, Paris) et Hélène DELORME pour la France, tandis que Judith T. EVERSLEY (Centre for European Industrial Studies, University of Bath) rend compte de l'ensemble hétérogène que constitue la CEE.

Aucune contribution ne traite du cas des Pays-Bas, qui occupent depuis le siècle dernier la position unique de premiers transformateurs mondiaux de produits de base en produits animaux exportés, ni de celui de l'Allemagne fédérale dont les exportations doublent entre 1970 et 1978. Les tentatives de contact, renouvelées mais forcément limitées, que nous avons entreprises auprès d'un certain nombre d'instituts, universités et personnalités spécialisées ne nous ont pas permis d'accorder à ces pays la place qui leur revient de droit. La spécificité de ces deux expériences nationales nous incitent cependant à poursuivre la quête, peut-être cette fois auprès d'économistes ou de sociologues non ruraux!

Il est agréable en tout cas de remercier dès maintenant la direction d'*Études internationales* pour l'appui apporté pendant la réalisation de ce projet. Il faut saluer aussi l'accueil favorable que lui a réservé le Centre d'études et de recherches internationales (CERI) de la Fondation nationale des sciences politiques, et son directeur M. Guy HERMET. Le CERI a permis notamment que la plupart des rédacteurs se réunissent les 30-31 mai 1980 et intègrent « dans leur vécu » la richesse qu'apporte le pluralisme des expériences nationales, des disciplines scientifiques et des points de vue individuels. Ces débats n'auraient pas été aussi fructueux sans la participation de M. Gérard VIATTE, Directeur-général adjoint de la Direction des produits agricoles de l'OCDE.

Pour terminer en point d'orgue, nous dirons l'apport irremplaçable que représentent pour la réussite de ce projet, comme pour celle du travail de recherche dont il est un moment, les discussions entretenues avec quelques collègues de la Station d'économie et de sociologie rurales de Paris de l'INRA. Laurence TUBIANA a apporté au colloque sa connaissance de l'Espagne et de l'espagnol et a assuré la traduction de l'article consacré à ce pays. Jean Pierre BERTRAND nous a fait bénéficier de ses connaissances sur les marchés mondiaux comme sur la branche en expansion tumultueuse des oléagineux. Nous remercions tout spécialement Michel GERVAIS dont les conseils, les encouragements et les critiques ont accompagné de bout en bout ce travail.

Remercions enfin Agnès BOREL, qui a traduit les textes anglais, et Anne DUBAQUIE et Nicole GERMINET dont la patience et la diligence ont transformé des manuscrits horriblement raturés en textes lisibles.

Pierre COULOMB
Hélène DELORME.